

Amit Bakhirta, DIRECTEUR ET FONDATEUR D'ANNEAU :

« Il est essentiel de se concentrer sur la gestion de la monnaie et de renforcer la discipline budgétaire »

Amit Bakhirta, directeur et fondateur d'ANNEAU, société de conseil, met l'accent sur la nécessité de se concentrer sur la génération des recettes non fiscales à moyen et long terme « par opposition à notre dépendance excessive aux recettes fiscales ». « On peut traire une vache que jusqu'à un certain point avant qu'elle ne meure », déclare Amit Bakhirta.

PROPOS RECUEILLIS PAR
PRADEEP K. DABY
pdaby@defimedia.info

PHOTOS : WARREN MARIE

❗ **La question des dépenses publiques liées à la baisse du pouvoir d'achat des ménages ne cesse d'alimenter la chronique. Que peut le gouvernement face à la colère d'une grande majorité de Mauriciens ?**

Usuellement et depuis des années, nos réponses portent sur des perspectives sociomacroéconomiques et n'expriment en aucun cas des opinions politiques d'ANNEAU.

Les dépenses sociales budgétaires annuelles moyennes (prestations sociales et pensions de vieillesse) avoisinent les 31 % des dépenses budgétaires totales, auxquelles s'ajoutent environ 17 % du budget annuel consacré à la rémunération des employés du secteur public. Pour un pays consacrant déjà environ un tiers de son budget annuel aux dépenses sociales, nous estimons que c'est tout à fait déjà plus que raisonnable.

En effet, lorsque des dépenses publiques indisciplinées et des gaspillages aggravent le déficit budgétaire d'un pays, et que la politique monétaire (impression de l'argent) devient incontrôlée ; entraînant ainsi une dévaluation aiguë de la monnaie et une inflation relativement plus élevée (importée et intérieure), il existe bel et bien une corrélation entre ces deux variables.

Par conséquent, il est essentiel de se concentrer sur la gestion de la monnaie et de renforcer la discipline budgétaire, tout en accordant des subventions ciblées. Plus important encore, il est fortement conseillé de revoir les marges budgétaires sur les prix des carburants, en particulier dans le contexte actuel. Je réitère qu'une telle stratégie fiscale n'est pas viable à long terme et qu'elle tue la compétitivité, la productivité et appauvrit le peuple.

Nous avons publié un article sur la nécessité pour notre pays de commencer à se concentrer sur la génération des recettes non fiscales à moyen et long terme au



début de l'année, par opposition à notre dépendance excessive aux recettes fiscales.

On peut traire une vache que jusqu'à un certain point avant qu'elle ne meure.

❗ **Les Mauriciens ont du mal à accepter que ce gouvernement soit incapable de respecter ses engagements pris en novembre 2024. Fallait-il mettre la barre aussi haute - jusqu'à la surenchère - afin de battre son adversaire sans vérifier si les caisses publiques étaient approvisionnées ?**

Nous ne pouvons pas commenter les stratégies politiques, mais chez ANNEAU, nous sommes convaincus que la plupart, sinon la totalité, des mesures socioéconomiques proposées peuvent être mises en œuvre concrètement à court et moyen terme grâce à un programme de restructuration budgétaire rigoureux et à l'innovation socio-structuro-macroéconomique.

Ce programme devrait permettre d'accroître les recettes publiques non fiscales, de mettre en place des subventions ciblées et de rééquilibrer la dette de notre pays, dont la pondération est actuellement trop axée sur la dette nationale plutôt que sur la dette en monnaie forte.

La question de savoir si

le système actuel permet les réformes nécessaires reste un point crucial.

L'être humain aspire, par nature, au meilleur de tout, en toutes circonstances, ce qui est pour le moins surprenant.

Hormis l'utopie, c'est impossible, car même le simple fait de se maintenir en vie exige un effort minimal : respirer.

Le changement commence toujours par un processus interne, et nous pensons que c'est ce qui s'est déjà amorcé à Maurice ; qu'on le réalise ou pas, la société mauricienne s'émancipe et son impact socio macro politico économique se fera sentir encore plus fortement, malheureusement pour certains et heureusement pour d'autres, avec un décalage au cours des prochaines années.

❗ **Est-ce que les décaissements des fonds de la MIC ont en général permis au pays d'être résilient durant la covid-19 ?**

En substance, j'estime que la création de la MIC (justement qualifiée de « unholy child » par un ancien gouverneur réputé de la Banque centrale) par la BoM était complètement inutile, selon mon point de vue personnel.

Nous avons préconisé l'émission d'obligations du Trésor supplémentaires à court terme pour renflouer l'État et la mise en place d'une ligne de garanties bancaires (soutenue par la Banque

centrale), ainsi que des émissions directes de capital pour les entreprises affectées.

Il était, mais inconcevable que la Banque centrale imprime de la monnaie de manière incontrôlée et renfloue l'État tout en investissant dans des entreprises privées en difficulté (transférant ainsi les risques de crédit du système bancaire à la population - à travers sa banque centrale et ainsi sa monnaie).

Une croissance massive et incontrôlée de la masse monétaire, lorsqu'elle n'est pas accompagnée d'une augmentation correspondante de la production économique réelle (biens et services), entraîne généralement d'importants déséquilibres économiques, financiers et sociaux (que nous subissons depuis).

Le principal impact a été une réduction drastique du pouvoir d'achat, de la valeur de notre monnaie et de la situation de notre économie.

Cependant, même si les effets néfastes d'une telle croissance de la masse monétaire mettront des années à s'inverser, la MIC peut et doit être démantelée de manière disciplinée, équitable et progressive (conformément aux recommandations du Fonds monétaire international).

❗ **Plus d'un an et quelques mois après les élections générales de novembre 2024, est-il possible de dresser un premier bilan du nouveau gouvernement ?**

En fin de compte, les chiffres devraient parler d'eux-mêmes sur le plan purement économique, tout en tenant compte du décalage temporel des deux premières années, qui correspond mathématiquement à l'influence de l'équipe précédente à la tête du pays.

« Il est fortement conseillé de revoir les marges budgétaires sur les prix des carburants, en particulier dans le contexte actuel. »

Par souci d'équité et par principe d'analyse (évaluer la performance d'un pays diffère de l'analyse d'une entreprise/du ménage privé), je suggérerais, à titre personnel et avec humilité, d'évaluer les chiffres sur la base d'une moyenne des quatre dernières années, jusqu'à la cinquième, afin de permettre une comparaison pertinente et juste. D'un point de vue psychosociologique ; des enquêtes d'opinion seraient assurément utiles à cette évaluation.

❗ **La crise occasionnée par la guerre au Moyen-Orient ne semblant pas prendre fin, quelle forme de collaboration souhaitez-vous voir entre le gouvernement et le secteur privé ?**

Nous restons relativement optimistes quant à l'évolution future du conflit en cours, car il n'est dans l'intérêt d'aucune des parties impliquées, et notamment des États-Unis, que celui-ci s'éternise. Cet évitable drame humain est pour moi aberrant et immoral !

Concernant la crise actuelle, nous ne voyons pas, à ce stade, la nécessité de collaborations « exclusives » publiques privées liées à la guerre !

On a peut-être tort et ce n'est point l'essence, car les semaines à venir en jugeront.

Nous privilégions, par contre, surtout à ce stade, des collaborations axées sur des réformes socio macro structurelles tangibles, car notre pays a un besoin urgent de renouveau socio-économique, lequel tarde à se concrétiser.

❗ **Le nouveau gouvernement attendait beaucoup d'argent pour son prochain budget du bail de Diego Garcia, aujourd'hui quasi enterré. C'est l'Inde qui vient désormais combler « ce manque à gagner ». Le pays serait-il condamné à rechercher des soutiens de l'étranger afin de réaliser ses budgets nationaux ?**

Non. En tant que nation, nous ne sommes pas destinés à adopter les stratégies, sur le

« Le gouvernement ne devrait plus être perçu comme un employeur majeur dans une économie aussi restreinte, de plus en plus axée sur les services et la technologie ! »

long terme, de nombreux pays africains parmi les plus pauvres, qui dépendent indéfiniment des subventions de gouvernements et d'organismes étrangers. Car sur le plan géopolitique, rien n'est gratuit.

L'île Maurice et la région africaine possèdent un potentiel national suffisant pour permettre à leur population de prospérer de manière inclusive. C'est ma conviction personnelle.

Votre affirmation selon laquelle « beaucoup » est une somme importante qui se doit d'être nuancée.

Le montant publié représente environ 4 % des dépenses budgétaires annuelles (et n'est pas exorbitant, même cumulé sur 100 ans, contrairement au potentiel de recettes bien plus important pour notre économie à travers l'innovation domestique, entre autres, sur une période équivalente.

Agir intelligemment et rapidement est cependant essentiel.

L'économie mauricienne fonctionne bien en deçà de son potentiel depuis une période anormalement longue, et nous sommes de surcroît désavantagés par rapport aux autres économies régionales.

Le chemin à parcourir est certes encore long et pour humblement citer le Tao Te Ching de Laozi : « Un voyage de mille lieues commence par un seul pas. »

❗ **Ce gouvernement affirme que la première année qui a suivi son arrivée au pouvoir a servi à assainir les finances publiques alors que les prochaines années seront celles du véritable « décollage » économique. Quelles sont les conditions qui permettraient à ce vœu de se réaliser ?**

Je ne comprends toujours pas comment ni pourquoi cette question est posée !

Par contre, d'un point de vue purement socio macroéconomique et structurel, nous pensons que ce potentiel existe bel et bien, mais il est probable qu'il découle de réformes profondes et connexes, car la situation socio macroéconomique à long terme de notre pays stagne depuis plusieurs années.

Les décideurs publics et les entreprises privées n'ont jusqu'à présent exploité qu'à peine le potentiel socio-économique de notre pays.

Ce pays, véritable joyau, n'a pas encore atteint son plein potentiel.

Cependant, « le diamant brut a besoin de frictions pour briller », et sans ces réformes audacieuses et cette transformation, les chiffres ne parleront plausiblement pas autant ! Nous attendons avec patience et ferveur ce décollage.

❗ **Le gouvernement – en fait il n'est pas le premier – souhaite mettre sur pied une filière économie bleue. Sur quel soutien doit-il compter : un partenariat étranger ou avec les capitaux locaux issus d'un partenariat privé-public ?**

D'un point de vue purement

« Dans le monde ultra-compétitif d'aujourd'hui, il ne s'agit pas de brader l'âme de notre pays, mais de prendre conscience du véritable potentiel sociomacroéconomique de notre peuple et de nos ressources naturelles. »

macroéconomique, il est primordial de rappeler que les véritables réformes commencent toujours de l'intérieur, que ce soit pour un individu souhaitant un changement dans sa vie, sa famille, au sein d'une entreprise privée ou publique, ou encore pour l'exécutif d'un pays.

De l'amélioration significative de l'efficacité des activités portuaires à l'augmentation des redevances et des frais récurrents liés aux ports et à la pêche, en passant par le développement massif de nouvelles capacités, l'ouverture de permis de pêche, l'accélération du financement des projets portuaires, les alliances et les accords bilatéraux avec les principaux marchés africains et de l'ASEAN, les acteurs mondiaux de premier plan, les alliances dans la prospection et l'exploration pétrolière et gazière, etc., ce secteur économique doit être géré avec une attention obsessionnelle portée aux résultats à moyen et long terme.

Nous possédons l'une des plus importantes ressources maritimes au monde, et pourtant, l'activité de nos ports (dans une perspective africaine comparative) ressemble davantage (avec tout le respect que je lui dois) à celle d'un « village de pêcheurs touristique » qu'à celle d'un port maritime dynamique de l'océan Indien reliant l'Asie et l'Afrique.

Dans le monde ultra compétitif d'aujourd'hui, il ne s'agit pas de brader l'âme de notre pays, mais de prendre conscience du véritable potentiel socio macroéconomique de notre peuple et de nos ressources naturelles. Si ce n'est pas nous, alors qui ?

❗ **Comment retenir les compétences locales tentées par l'émigration, les jeunes et moins jeunes étant convaincus que quoi qu'il arrive « le pays ne changera pas en raison des soutiens politiques indispensables pour être embauchés dans la fonction publique » ?**

Alors « rendons notre herbe plus verte. »

Voici ma réponse, en toute simplicité, à ce qui est pour moi une question socio philosophique bien plus profonde.

En substance, et de façon fondamentale, le gouvernement ne devrait plus, et c'est tout à fait logique, être perçu comme un employeur majeur dans une économie aussi restreinte, de plus en plus axée sur les services et la technologie ! Affirmer le contraire relève, à mon humble avis, de la pure illusion.

Le mot gouvernement vient du latin gubernare (diriger, piloter, mener un navire), lui-même dérivé

du greckybernan.

Le rôle principal d'un gouvernement moderne, ainsi, est de piloter le système socio-économique mauricien et, pour ce faire, de maintenir l'ordre social, de fournir des biens et services publics, de gérer intelligemment les piliers de l'économie et de faire appliquer les lois afin de garantir la sécurité sociale et économique, la stabilité des citoyens, d'établir des cadres juridiques, de protéger les droits individuels, de fournir des services essentiels comme l'éducation, le bien-être et la santé, et de gérer les relations internationales, entre autres.

Elles sont fondamentales pour créer une société sûre et fonctionnelle, et c'est tout.

Avec l'avènement et le développement fulgurant des technologies, l'exécutif devrait, dans le monde actuel, viser une plus grande efficacité de notre système socio-économique. Altruiste et responsable, toutes choses égales, il devrait comprendre et œuvrer de telle sorte que le ratio effectif emploi secteur public/PIB diminue probablement au cours des prochaines années/décennies, et non l'inverse.

Pour les personnes que ce sujet intéresse, je recommande vivement les critiques philosophiques de Socrate sur le gouvernement démocratique, notamment à travers les dialogues de Platon.

En termes simples :

Socrate portait un regard sceptique sur la démocratie, la critiquant comme un système chaotique dirigé par des chefs incompetents et irrationnels (les démagogues) qui s'appuient sur les émotions des foules plutôt que sur la sagesse. Son gouvernement idéal était une méritocratie dirigée par ce qu'il appelait alors des « rois-philosophes » : des individus sages et vertueux, formés à privilégier le bien commun au détriment de leur intérêt personnel (et l'on peut extrapoler cette idée aux systèmes socio-économiques modernes).

Dans sa critique de la démocratie (qui reste d'une grande pertinence dans la société moderne actuelle), Socrate affirmait que voter est une compétence qui requiert connaissances et sagesse, et non un droit inné.

❗ **La géopolitique économique occupe une place centrale dans la région de l'océan Indien, l'île Maurice peut-elle compter sur ses amis historiques ou doit-elle s'aligner en fonction de ses intérêts ?**

Il s'agit là d'une question

en constante évolution que les décideurs géopolitiques devraient garder à l'esprit et sur laquelle ils devraient toujours agir avec sagesse, pour le bien du pays et de son peuple.

Nous avons, à plusieurs reprises, expliqué la transition courante du pouvoir mondial, passant d'une domination politico-économique et militaire unipolaire, occidentale et suprême à une domination militaire et économique multipolaire, vraisemblablement plus équilibrée.

Par conséquent, il serait judicieux pour notre petit pays d'entretenir des relations raisonnablement justes avec les acteurs clés, et surtout, de comprendre leur évolution future.

❗ **Peut-on raisonnablement penser qu'une filière agroalimentaire est fiable à Maurice face aux menaces sur notre approvisionnement alimentaire ? L'État doit-il acheter une partie des terres qui sont sous culture cannière afin de répondre à cet enjeu ?**

Le potentiel agricole de l'île Maurice et de notre terre mère sacrée est extrêmement attractif et prometteur.

Il ne faut pas recourir à l'acquisition de terres sous culture de canne à sucre, car l'État possède déjà largement assez (sous-utilisées) pour atteindre les objectifs de développement socio agricole.

❗ **Le secteur des PME maintient que les soutiens des banques restent quasi dérisoires et que les prêts qui leur sont proposés sont trop conditionnés. Quelle politique de soutien faut-il pour soutenir nos PME ?**

La tarification des primes de risque en économie est généralement très complexe et évolue constamment au gré des différents cycles

macroéconomiques.

Cependant, il est impératif d'accorder davantage de financements aux nouvelles entreprises, notamment aux PME.

Chez ANNEAU, nous travaillons actuellement à la mise en place d'un mécanisme novateur qui, nous l'espérons, bénéficiera à des milliers de PME et de startups mauriciennes dans les années à venir.

❗ **Y a-t-il un risque réel, comme le craignent certains, que Moody's révisé la baisse sa notation de Maurice ?**

Le risque existe toujours et peut se manifester aussi bien à l'échelle internationale que nationale.

C'est pourquoi, depuis cinq ans, nous crions pour que Maurice obtienne des améliorations et éviter ainsi la dégradation de notre notation de crédit.

❗ **L'U.S.-Africa Business Summit 2026 se tiendra en juillet 2026 à Maurice. Que faut-il attendre de cet événement ? Sommes-nous prêts pour des partenariats avec les milieux d'affaires en Afrique ?**

Oui, nous le sommes. Ce sommet réunit généralement des dirigeants de haut niveau des secteurs public et privé afin de favoriser le commerce, l'investissement et les partenariats stratégiques. Parmi les principaux avantages attendus figure la possibilité de nouer des contacts avec des décideurs clés, d'identifier des opportunités d'investissement, de faciliter la conclusion d'accords dans des secteurs comme les technologies et l'énergie, et de mieux comprendre les marchés émergents africains et américains.

L'exploration de secteurs clés comme les services financiers, les énergies renouvelables, la santé et l'économie bleue devrait permettre d'accroître les investissements directs étrangers, les exportations et les relations commerciales pour Maurice, et de renforcer nos liens avec les États-Unis tout en nous permettant de tisser des liens géopolitiques et commerciaux indispensables avec des entreprises et des gouvernements africains de premier plan.

